

Appel à Consultation Nationale : Consultants/Institution/Cabinet de Recherche National pour la Revue de la mise en œuvre du Plan National d'Action pour l'Enfance 2008-2015 : « Une Algérie digne des enfants »

Termes de références

Contexte et justification

La République Algérienne Démocratique et Populaire compte aujourd'hui quelques 42 millions d'habitants dont plus de 13 millions ont moins de 20 ans. Les investissements de l'Etat algérien ont permis de mettre en place un environnement favorisant l'accès des enfants à des services sur l'ensemble du territoire, appuyés par un corpus législatif régulièrement enrichi.

Lors du Sommet mondial pour les enfants tenu en septembre 1990, l'Algérie a pris l'engagement d'améliorer les conditions de vie des enfants, notamment des plus vulnérables, en développant un cadre de programmes stratégiques à travers des plans d'actions nationaux visant spécifiquement à réaliser un monde meilleur pour les enfants.

Dix ans après, lors du Sommet du Millénaire, l'Assemblée Générale des Nations Unies a organisé, en mai 2002, une Session Extraordinaire consacrée aux enfants définissant quatre priorités liées aux Objectifs pour le Développement du Millénaire :

1. Promouvoir une existence meilleure et plus saine ;
2. Pour une éducation de qualité ;
3. Protection contre la maltraitance, l'exploitation et la violence ;
4. Lutter contre le VIH/Sida.

C'est dans ce contexte que des axes stratégiques et des objectifs à l'échéance 2015 ont été définis, tenant compte notamment des cycles de vie de l'enfance, dont la petite enfance et l'adolescence avec comme perspective de développer des politiques intégrées centrées sur les enfants.

Conformément aux dispositions du Décret exécutif n°13-134 du 10 avril 2013 fixant les attributions du ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, et dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son programme d'action, le ministère a piloté l'élaboration du Plan National d'Action pour les enfants 2008-2015 « Un monde digne des enfants » adopté par le Conseil du Gouvernement le 19 février 2008.

Initié en 2005, à travers la coordination du Comité de suivi et d'évaluation du plan national d'action de protection et d'épanouissement de l'enfant installé par l'Arrêté du 24 juillet 1999 auprès du MSNFCF, le PNA 2008-2015, s'est appuyé sur une consultation importante des professionnels institutionnels, de la société civile, des enfants et des adolescents.

Dans l'objectif d'améliorer les informations et les connaissances sur l'enfance et de renforcer la coordination entre les secteurs et les intervenants concernés, le Plan National d'Action 2008-2015, s'était fixé comme objectifs de :

1. **Déterminer les priorités et décider des nouvelles questions et possibilités d'action pour les enfants ;**
2. **Mettre en place les mécanismes institutionnels pour la promotion des droits de l'enfant, y compris une plus grande sensibilisation de la population aux droits de l'enfant ;**
3. **Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des progrès réalisés dans le domaine de l'enfance ;**
4. **Mobiliser de nouvelles ressources pour une réalisation soutenue des droits de l'enfant ;**
5. **Créer un cadre de consultation avec la société civile et les enfants sur les questions qui les concernent ;**
6. **Inciter des programmes de recherche dans les domaines de l'enfance et de l'adolescence.**

Depuis 2008, de nombreuses avancées ont été enregistrées en soutien à la mise en œuvre des droits de l'enfant, par le renforcement du cadre légal introduit dans [la révision constitutionnelle de 2016](#), l'adoption de la [Loi n° 15-12 du 28 Ramadhan 1436 correspondant au 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant](#) et la mise en place de l'Organe National de la Protection et de la Promotion de l'Enfance (ONPPE).

Aujourd'hui, dans la perspective d'élaborer un nouveau plan national d'action répondant à l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable, le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme (MSNFCF) a décidé de conduire une revue des réalisations du PNA 2008-2015 afin de doter l'Algérie d'une nouvelle feuille de route pour l'enfance.

Objectif général

Cette consultation vise à renforcer la planification et le suivi des interventions en faveur de l'enfance en Algérie en réalisant une revue de la mise en œuvre du « Plan National pour les Enfants 2008-2015 : une Algérie digne des enfants » sur la base de laquelle un nouveau Plan National d'Action (PNA) pour les enfants est à élaboré.

Objectifs spécifiques

L'objectif spécifique de cette revue est de conduire une revue du niveau d'atteinte des résultats visés par le Plan National pour les Enfants et de déterminer dans quelle mesure ces résultats ont été atteints.

Il s'agira spécifiquement :

- **D'apprécier le contexte de la conception et de la mise en œuvre du PNA,**
- **D'apprécier le niveau des résultats atteints et les capacités institutionnelles du système dans la mise en œuvre du programme,**
- **D'analyser la durabilité des différents acquis du programme,**
- **De dégager les forces et les faiblesses liées à son exécution**
- **De formuler des recommandations pour l'élaboration d'un nouveau plan d'action.**

Les critères de pertinence, de cohérence, de couverture, d'efficacité, d'efficience, d'appropriation et d'impact seront appréciés.

L'effet attendu de la revue du PNA est d'améliorer les connaissances disponibles sur l'enfance pour accentuer la planification et le suivi des interventions en faveur de l'enfance tout en contribuant au renforcement d'une approche multi-sectorielle.

Activités à mettre en œuvre

Revue des résultats :

- Développement de la méthodologie et des outils de revue, reconstruction de la théorie du changement non conceptualisée en début d'initiative.
- Revue documentaire, collecte et analyse des données sur la situation des enfants, les programmes et les politiques existantes.
- Facilitation des consultations des parties prenantes incluant les institutions nationales, société civile, les enfants et les adolescents, synthèse des consultations et des recommandations.
- Analyse des changements majeurs, des facteurs internes et externes qui ont permis d'atteindre ou d'entraver les résultats actuels.
- Rédaction d'une première ébauche du rapport incluant les leçons à tirer, et proposer une démarche et des actions pratiques afin d'améliorer et de renforcer le prochain PNA.
- Restituer les résultats finaux et gérer les consultations finales sur les recommandations.
- Rédaction du rapport finalisé incluant les recommandations à cours et à moyen terme du nouveau PNA.
- Rédaction d'un résumé analytique accessible au plus large public.
- S'assurer de la qualité des traductions des différents livrables.

Méthodologie

La revue est essentiellement menée par une équipe de trois consultants. Celle-ci devra proposer une méthodologie bien structurée pouvant permettre d'atteindre les objectifs susvisés. La revue débutera par la préparation d'un plan de travail qui sera présenté par les consultants et validé par le Comité de Pilotage. Ce plan indiquera clairement les questions à traiter, la méthodologie à adopter, les sources d'information, le calendrier du travail, et la structure du rapport à élaborer.

Les principales étapes méthodologiques sont :

- La présentation d'un plan et d'une méthodologie de travail (protocole de la revue) ; La revue débutera par l'élaboration d'un plan de travail qui sera présenté par les consultants et examiné par l'équipe technique de suivi de la revue. Ce plan indiquera clairement les questions à traiter, les méthodes et outils à adopter, les sources d'information, le calendrier de travail et la structuration prévisionnelle du rapport ;
- Une importante revue documentaire devra être assurée en veillant à analyser le cadre légal et réglementaire relatif à l'enfance des différents secteurs et les programmes mis en œuvre par l'ensemble des acteurs concernés.
- De larges consultations seront mises en œuvre principalement à Alger avec des missions possibles dans les wilayas - Seront rencontrés des responsables des Commissions parlementaires pertinentes, des Ministères concernés, de l'ONPPE, de la société civile, des chercheurs et universitaires, du secteur privé, des Nations Unies.
- Une attention toute spécifique sera portée à la consultation des enfants et des adolescents en considérant les règles strictes de l'éthique lors des consultations avec les enfants.
- L'ensemble des livrables devront être entérinés par le Comité de suivi avant validation technique et administrative par l'UNICEF.

Livrables

No	Produits attendus
1	La méthodologie de la revue incluant le plan de travail, les outils de recherche et la théorie du changement reconstruite.
2	Rapport intermédiaire présentant le résultat détaillé des consultations.
3	Rapport final comprenant les recommandations à cours et à moyen terme du nouveau PNA en FR et AR, et le résumé analytique (résumé en français de 5 à 10 pages environ en FR, AR, ANG), les présentations en Power Point.

Les livrables devront être rédigés en français (traduit en arabe) et transmis par voie électronique (format Word et/ou Excel et/ou Powerpoint).

Les outils de consultation, les Notes techniques et les documents de présentation au public devront aussi être traduits en arabe.

Profil et tâches des consultants

La consultation sera réalisée dans le cadre de l'exécution du Plan de Travail 2020 avec le MSNFCF découlant du programme de coopération Algérie-Unicef 2016-2020.

La revue sera réalisée par une équipe de trois consultants composés comme suit :

- 1- Un consultant senior, chef d'équipe spécialiste des évaluations et revues des documents stratégiques,
- 2- Un consultant spécialiste en développement social axées sur les enfants et,
- 3- Un consultant junior en recherche en sciences sociales.

Le Consultant Principal, chef d'équipe, ayant les qualifications suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de troisième cycle (au moins niveau master) dans les domaines des sciences politiques, ou sciences économique et sociales, ou des politiques sociales, ou des politiques publiques, ou de la prospective, ou de la planification ou autres domaines pertinents à la consultation ;
- Avec un minimum de 7 années d'expériences professionnelles dans les évaluations, les revues, les études de cas dans les principaux secteurs sociaux ou développement social (notamment l'éducation, la santé, la protection et le cadre législatif) ;
- Démontrer de solides expériences en matière d'évaluation, de planification, de suivi et de prospective budgétaire ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils d'évaluation et d'analyse quantitative et qualitative ainsi que des méthodes de pédagogie active et participative ;
- Disposer de solides connaissances des problématiques liées à l'enfance et des politiques publiques algériennes ;
- Disposer d'une expérience satisfaisante de collaboration avec les services techniques de l'Etat, le système des Nations Unies, les ONG ou les partenaires bilatéraux et multilatéraux ;
- Bonne capacité de facilitation des groupes de discussion ;
- Excellente capacité de synthèse et de rédaction des documents ;
- Avoir une bonne connaissance des travaux de terrain ;
- Avoir une bonne capacité de communication et de travail en équipe.

Le consultant national associé, ayant les qualifications ci-après :

- Être titulaire au moins d'un diplôme universitaire du niveau BAC+5 dans les domaines des sciences sociales, ou droit, ou politiques sociales ou tout autre domaines connexes pertinents à la consultation ;
- Connaissance confirmée en analyse, planification et gestion de programmation ;
- Avec un minimum de cinq (5) années d'expérience professionnelle en matière d'analyse, de programmation et de planification dans le domaine du développement social (protection, éducation, santé et autres domaines) axées sur les enfants ;

Le consultant junior associé, ayant les qualifications ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire du niveau BAC+5 (au moins) dans les domaines des sciences sociales, droit, ou tout autres domaines connexes pertinents à la consultation ;
- Avec un minimum de trois (3) années d'expérience professionnelle dans le domaine des sciences sociales et humaines (protection, éducation, santé et autres domaines) axées sur les enfants ;
- Disposer d'une bonne maîtrise de la méthodologie de recherche documentaire et des outils d'analyse des données qualitative et quantitative.
- Avoir une connaissance confirmée des questions de développement social lié à l'enfance

- Rôle et responsabilités de l'équipe de consultants

Le consultant national sénior, assurera le rôle du chef d'équipe et sera donc responsable de tous les aspects techniques de la revue. Les indications ci-après sont données sur les responsabilités entre les membres de l'équipe. Toutefois, l'équipe pourra toujours adopter une organisation de travail interne appropriée permettant d'obtenir dans les délais les résultats attendus.

Le consultant sénior, chef d'équipe, aura pour mission :

- De préparer la méthodologie détaillée de la revue;
- De rendre compte périodiquement de l'évolution du travail ;
- De rédiger le rapport de la revue et de s'assurer de sa qualité ;
- De présenter les résultats de la revue au cours des différents ateliers de validation;
- De présenter les recommandations à court et à moyen terme du nouveau PNA.

Le consultant national associé aura pour mission d'appuyer la réalisation de la mission à toutes les étapes, de la conception méthodologique à la rédaction des rapports et leur présentation au cours des ateliers. Il sera spécialement chargé :

- D'assister le consultant sénior dans les différentes tâches ;
- D'appuyer les différentes recherches de terrain, notamment les recherches documentaires et les consultations ;
- De contribuer à la qualité rédactionnelle des rapports ; il pourra aussi être responsabilisé(e) dans d'autres tâches pertinentes selon les besoins spécifiques de la revue.

Le consultant junior aura pour mission principale d'effectuer la recherche documentaire :

- Préparer la recherche;
- Sélectionner les sources d'information;
- Chercher et localiser les documents;
- Évaluer la qualité et la pertinence des sources;
- Rédiger le rapport de la revue documentaire.

Il pourra aussi être responsabilisé(e) dans d'autres tâches pertinentes selon les besoins spécifiques de la revue.

Supervision technique et arrangements administratifs

- Rôle et responsabilités de l'UNICEF :

L'accompagnement et le suivi technique de la consultation seront assurés par la Spécialiste Protection de l'enfance avec le soutien de la Spécialiste des Politiques sociales et la chargée du Suivi et Evaluation sous la supervision de la Représentante-Adjointe avec l'étroite coopération de l'ensemble des responsables de programme de l'UNICEF.

L'UNICEF sera responsable de la gestion administrative et financière du contrat et assurera la coordination globale de la consultation. L'UNICEF facilitera les contacts avec le MSNFCF et sera responsable de la validation finale des livrables selon les normes et standards de l'UNICEF.

- Rôle et responsabilités du MSNFCF :

Le MSNFCF facilitera la mise en œuvre générale de la mission par la mise en place d'un Comité de pilotage composé des représentants du Comité de suivi et d'évaluation du plan national d'action de protection et d'épanouissement de l'enfant créé sous l'égide du ministère.

Le Comité de suivi veillera à soutenir le déroulement de la mission. A ce titre Il sera spécifiquement chargé de :

- Valider la méthodologie et le chronogramme de la conduite du processus de la revue ;
- Assurer un accès facile aux informations, documents et contacts nécessaires ;
- Faciliter les réunions et missions des experts aux niveaux central et local ;
- Faire le suivi du processus de la revue et donner des orientations pour son amélioration ;
- Valider les documents produits par le consultant ;
- Veiller à la qualité des produits finaux.

Conditions de travail et modalités de paiement des consultants

L'un des deux scénarios suivants sera considéré pour cet appel d'offres :

- 1) Scénario 1 : une équipe d'experts recrutée par un bureau d'études/centre de recherche avec qui l'UNICEF conclura un contrat institutionnel.
- 2) Scénario 2 : [Ou] des experts indépendants qui se constituent en consortium et qui présentent une offre commune à l'UNICEF. Dans ce cas, les contrats des experts seront individuels. Un chef d'équipe sera désigné par le consortium et sera le principal contact de l'UNICEF. Le chef d'équipe pourrait soumettre l'offre à l'UNICEF au nom du consortium.

- **Durée de la mission :**

La consultation se déroulera **entre le 05.05.2020 et le 05.08.2020** sur une période totale de 03 mois. La mission se déroulera principalement dans la Wilaya d'Alger avec des missions possibles dans les wilayas. Le consultant sera responsable de tous les arrangements nécessaires pour la bonne exécution du contrat.

L'UNICEF se réserve le droit de ne pas payer les livrables qui ne répondront pas aux normes de qualité de l'organisation ou livrés dans des délais non justifiés et validés.

- **Modalités de paiement des consultants**

Les honoraires du consultant principal et des consultants associés seront négociés et arrêtés suivant la règle du mieux disant dans la limite de la grille de rémunération des Nations Unies. Le paiement du montant total des honoraires de chaque consultant s'effectuera de la manière suivante :

- 20% après validation du plan de mise en œuvre de la revue ;
- 40% après soumission du rapport provisoire de la revue ;
- 40% après remise de tous les produits attendus de la consultation.

L'UNICEF assurera le /les voyages (aller-retour) ainsi que les DSA (perdiems) des consultants en ce qui concerne les recherches sur le terrain. Un bureau pourra être mis à disposition à l'UNICEF afin de faciliter les échanges.

L'UNICEF assurera tous les autres frais d'organisation des ateliers.

Chronogramme indicatif

La consultation devra durer un maximum de soixante jours de travail. Elle est prévue pour démarrer le 29 mars 2020. Comme sus-indiqué, l'équipe fera une proposition d'un calendrier détaillé à valider par le Comité de pilotage et qui devra reposer sur l'ossature suivante :

N°	Activités	Période (Nbre Jrs)
01	Elaboration et validation de la méthodologie et du chronogramme des activités	5
02	Revue documentaire et collecte d'information sur le terrain, analyse des données	15
04	Production du rapport de la revue	22
06	Examen et validation par le Comité de pilotage	6
07	Validation nationale	2
08	Finalisation du rapport de la revue	10
Total		60

Evaluation des offres

L'équipe de consultants fera une proposition d'offre technique (incluant la compréhension des termes de référence, la méthodologie et le chronogramme détaillé). Cette proposition servira de base pour la sélection du prestataire de services. Un score technique avec un maximum de 75 points est attribué à la proposition technique et la proposition financière sera appréciée sur un score financier de 25 points.

Les critères de notation des offres techniques sont résumés dans le tableau suivant :

Ordre	Critères d'évaluation de l'offre	Note maximale
1	Compréhension des TDR	15
2	Méthodologie proposée	25
3	Expérience et Références techniques pertinentes	20
4	Profil des Consultant(e)s	15
Total		75

Les équipes de consultant ayant obtenu la meilleure note seront retenues pour la mission. En vue de s'assurer du minimum de compétences requises pour ladite mission pour minimiser les risques de non-exécution, le minimum de la note technique exigée pour être retenue est 50 points.

Dossier de l'offre

1. L'offre technique devra informer les rubriques ci-dessous :

- Une offre technique explicitant la lecture que le soumissionnaire a des termes de références proposés, incluant les ajouts ou prolongements qu'il ou elle suggère d'apporter ;
- Méthodologie et approche retenues pour l'exécution des tâches prévues dans les Termes de Référence ;
- Le plan de travail proposé explicitant la chronologie des tâches et activités ainsi que l'estimation du nombre de jours/semaines prestées ;
- Justification du choix de chaque expert intervenant et la répartition des tâches ;
- Une lettre présentant les atouts dont l'expertise juge pouvoir se prévaloir pour réaliser ce travail de manière satisfaisante (formation académique, expérience professionnelle, travaux de recherches similaires...) ;

L'offre technique devra également comporter :

- Une demande datée et signée, adressée au Représentant de l'UNICEF Algérie,
- Un CV détaillé, à jour, daté et signé,
- Un formulaire P11 des Nations Unies, disponible sur le site WEB de l'UNICEF : <http://www.unicef.org/about/employ/files/P11.doc>
- Copies des diplômes et attestations en lien avec le présent appel à candidature et justifiant les expériences retracées dans le CV et le P11,
- Les attestations de bonne exécution de missions similaires

2. L'offre Financière :

- Une offre financière détaillant la rémunération souhaitée incluant tous les frais annexes détaillés, dont les frais de voyage, de communication, logistique, etc.

Procédure pour la soumission des candidatures

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur dossier de candidature au plus tard le 25.04.2020 avant minuit (dernier délai de réception des offres), soit :

- Par courrier électronique, en soumettant un dossier au format électronique en séparant les 2 fichiers (offre technique et offre financière), à l'adresse suivante : ALG-Supply@unicef.org en mentionnant dans l'objet du message « Offre pour Consultation : Revue PNA ».
- Ou par courrier, en soumettant un dossier constitué de deux enveloppes séparées contenant pour l'une, une offre technique et pour l'autre, une offre financière à envoyer à la Section Supply à l'adresse suivante, UNICEF Algeria, 25 Rue Mohammed Khoudi, El Biar – Alger.

Tout dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.

Toute question concernant cette consultation, (uniquement pour des informations et non pas pour les soumissions), doit être adressée à Mme Nassima Boumaza, Administrative and Supply Officer à l'adresse suivante : nboumaza@unicef.org

Alger, le 10.03.2020

Préparé par Nora Ouiddir, Spécialiste protection de l'enfant

Revu et approuvé par : Mme Souraya Hassan, Représentante Adjointe